

tières. Ces buts sont complémentaires. En coordonnant au périmètre nous pouvons rendre la frontière plus ouverte.

Les gouvernements, les collectivités, le secteur privé et les ONGs doivent travailler en collaboration afin de relever les défis qui se présentent. Ces acteurs agissent déjà dans le cadre de plusieurs instances axés sur l'amélioration de la gestion de la frontière commune. Bien des participants ont demandé une plus grande orientation stratégique dans la gestion de la frontière, car ils étaient convaincus que les gouvernements devraient faire preuve de plus d'audace dans l'application des principes de la gestion de la frontière. Une approche coopérative est également nécessaire dans nos zones écologiques communes. Nous respirons le même air, buvons la même eau et partageons les mêmes espèces fauniques le long de la frontière.

La gestion de ces questions internationales aux facettes multiples exige une coordination et une coopération accrues de la part de nombreux organismes de part et d'autre de la frontière, y compris dans le cadre de solutions horizontales intégrées. Le public s'y attend et notre compétitivité mondiale en dépend. Que faut-il faire?

- Le PCEU devrait continuer de se réunir, principalement dans des collectivités frontalières, mais pas exclusivement, afin de recueillir l'avis des parties intéressées sur les mesures à prendre pour que notre frontière reste un symbole de l'amitié, du respect mutuel et d'une efficacité digne du XXI^e siècle. Nous recommandons que la prochaine réunion du PCEU ait lieu en 2001 dans la région de Windsor-Détroit. Aux moments appropriés, le PCEU devrait préparer d'autres rapports sur l'état de la frontière afin que les gouvernements et le public puissent évaluer les progrès accomplis vers la réalisation de notre objectif.